

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5010 - JEUDI 15 MAI 2025

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Des écarts entre les dépenses
et les réalisations

La coalition de la société civile « Publiez ce que vous payez » a présenté à Brazzaville son rapport de suivi des investissements publics. Le document note un écart entre les fonds alloués et les réalisations sur le terrain dans les secteurs de la santé, de l'énergie et de l'hydraulique.

Page 3

Les membres
de PCQVP/Adiac



SPORTS

La Fifa lève la sanction
contre la Fécofoot

La Fédération internationale de football association (Fifa) a levé la suspension infligée depuis le 6 février à la Fédération congolaise de football (Fécofoot). L'ordonnance de retractation délivrée au Comité exécutif de la Fécofoot a été l'élément déclencheur. Les équipes congolaises peuvent désormais participer aux compétitions internationales organisées par la Fifa et la Confédération africaine de football.

Page 16

COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL

AS Otohô entame
la compétition par une victoire

Les dames de l'AS Otohô ont débuté la 41^e édition de la Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe par un succès en venant à bout de FAP du Cameroun sur le score de 27-26. Petro atletico d'Angola, AS Sahel de la Tunisie et Al Ahly Bank d'Égypte sont les prochains adversaires des Congolaises dans cette phase de groupe.

Page 16

COOPÉRATION

Raffermisssement de l'axe
Brazzaville-Dakar

Le ministre Birame Souleye Diop

Le président Denis Sassou N'Guesso a reçu en audience à Oyo le ministre sénégalais de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, Birame Souleye Diop, porteur d'un message du chef de l'État sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, sur le raffermisssement des relations d'amitié et de coopération entre le Congo et le Sénégal.

Page 16

Temps perdu

Page 3

ÉDITORIAL

Temps perdu

Le football congolais suspendu par la Fédération internationale de football association (Fifa), depuis le 6 février, émet désormais des signaux positifs qui lui permettent d’échapper de justesse à la suspension la plus lourde de son histoire grâce à la carte d’apaisement jouée en interne.

L’esprit d’ouverture a conduit à la délivrance de l’ordonnance de rétractation par la Cour d’appel de Brazzaville ayant rétabli le comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) dans ses droits. C’était l’une des conditions imposées par la Fifa pour réintégrer la Fécofoot en tant qu’association membre.

Ce feuilleton à la Fécofoot qui va sans nul doute laisser les traces doit nous servir de leçon en plaçant le dialogue au cœur de nos contradictions. En réalité, le Congo a perdu beaucoup de temps dans les querelles pour à la fin récolter la disqualification des Diabes rouges à la phase finale du Championnat d’Afrique des nations et à la Coupe d’Afrique des nations U-20. Les arbitres et entraîneurs ont payé le prix fort au même titre que l’équipe nationale. Tandis que la crise perdurait, trois nouveaux techniciens congolais ont raté la session de formation du mois d’avril au Maroc. Difficile à comprendre quand on sait que le processus de la guérison du football national ne connaîtra un franc succès que si les techniciens sont outillés. Que dire du calendrier de la saison 2024-2025 qui a pris un énorme coup ? Le temps perdu ne se rattrape jamais !

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DU CONGO-TOUANGUI

Les autorités locales rassurées du soutien du gouvernement

La ministre des Transports, de l’Aviation civile et de la Marine marchande, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a effectué récemment une visite de travail à Mo ssaka, dans le département de Congo-Oubangui.



La ministre Ebouka-Babackas et les autorités du département Congo-Oubangui/Adiac

En compagnie de Gildas Habib Obambi Oko, préfet du département du Congo-Oubangui, et de Patricia Mireille Babalet, secrétaire générale dudit département, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas est allée à Mossaka dans le cadre de la première mission de reconnaissance de ce département « Nous sommes venus avec le préfet pour commencer à travailler; quelles que soient les conditions. Nous voudrions par notre présence à leurs côtés manifester tout le soutien de la population et surtout reconnaître l’honneur qui nous a été fait d’avoir désormais un département. Pour

cela, nous remercions donc la plus haute autorité du pays, à savoir le président de la République, chef de l’Etat, Denis Sassou N’Guesso », a dit la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka- Babackas au nom du gouvernement.

Devant les autorités du département de Congo-Oubangui présentes à Mossaka, notamment au Centre de santé de la localité, la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas a réitéré le message de soutien aux autorités locales, exhortant au travail.

Hervé Brice Mampouya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N’Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d’agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l’Agence : Ange Pongault
Chef d’agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d’Information d’Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

TRANSPARENCE

« Publiez ce que vous payez » déplore la non-exécution de certains projets

La coalition de la société civile « Publiez ce que vous payez (PCQVP) » a présenté, le 13 mai, à Brazzaville son rapport de l'année 2023 de suivi des investissements publics. Dans ce document, cette structure a présenté un tableau sombre de la réalisation des projets déjà financés au sein des ministères de la Santé et de la Population puis de l'Energie et de l'Hydraulique.

La dixième étude de suivi de l'exécution d'investissement publics de la plateforme « Publiez ce que vous payez » notamment dans les secteurs de la santé, de l'énergie et de l'hydraulique est désormais disponible. Ce document détaille avec précision les liens entre les dépenses et les réalisations. Il est le résultat d'une étude menée de juin à août 2024 dans plusieurs départements du Congo. Les équipes de PCQVP Congo ont ainsi suivi 179 projets d'un montant prévisionnel de quelque 74 milliards de francs CFA comme indiqué dans la loi de finances 2023. Soit 52 073 141 729 pour le ministère de la Santé et de la Population et 22 541 300 000 pour le ministère de l'Energie et de l'Hydraulique. Les membres de « Publiez ce que vous payez » se demandent, en effet, à quoi ont servi les milliards prévus dans les budgets du ministère de la Santé et de la Population et du ministère de l'Energie et de l'Hydraulique « Des résultats de cette observation montrent un contraste entre les fonds prévus et les réalisations sur le terrain. En effet, sur les 179 projets suivis, à peine 9 % sont achevés et fonctionnels. C'est le cas de la station d'épuration des eaux usées du CHU de Brazzaville et l'acquisition des équipements pour les districts sanitaires du département de la Sangha. Dans le secteur de l'énergie et l'hydraulique, le rapport fait état de la réhabilitation du siège et la modernisation des aires de stationnement du ministère de l'Energie et de l'Hydraulique », a expliqué Christian Mounzeo, coordonnateur de PCQVP.

PCQVP Congo a également constaté que 4% des projets sont achevés mais demeurent



Une vue de l'auditoire Adiac

non fonctionnels et 7 % sont en cours de réalisation et 3 % « exécutés en dehors de leur exercice budgétaire ». En revanche, l'étude épingle 68 % de projets non démarrés, bien que ces projets soient inscrits dans le budget d'investissement 2023. Quant aux projets dont PCQVP Congo n'a pu obtenir d'informations, ils sont estimés à 1 %. « Il est particulièrement difficile d'admettre les difficultés rencontrées par les communautés en matière d'accès effectif aux soins de santé, à l'eau et à l'électricité, lorsque les décideurs manquent à leur devoir de redevabilité et que des milliards de FCFA manquent au décompte. On nous parle de la crise économique qui a commencé depuis 2014, mais pourquoi initier beaucoup de projets si vous êtes incapables de les exé-

cuter ? Parfois sur les papiers, on nous fait croire que les projets sont en cours de réalisation mais sur le terrain, c'est le contraire », a regretté Brice Mackosso, secrétaire permanent de la commission Justice et Paix.

En se focalisant sur leur constat sur le terrain, les membres de cette plateforme ont brossé un tableau peu satisfaisant concernant l'exécution du budget de plusieurs projets d'intérêt public. Ils ont également déploré le fait que certains projets ne sont pas bien exécutés dans la mesure où quelques cadres peinent à cerner le rôle et le contenu des projets qu'ils mènent. PCQVP a, par la même occasion, fait des recommandations pour garantir une exécution pérenne des projets qui sont exécutés dans le secteur de l'eau, de l'énergie et de la santé

après avoir regretté la reconduction tacite des projets non achevés.

Recommandations

Au gouvernement, par exemple, cette coalition demande à veiller à ce que les informations relatives aux finances publiques (budget codifié, situation de crédit ou décaissement) soient accessibles et disponibles sur les sites web du ministère des Finances et de tous les autres ministères ; à mettre en œuvre les dispositions de la loi N° 10-2017 du 9 mars 2017 portant code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques. Elle souhaite aussi la mise en œuvre des dispositions de la loi n°44-2024 du 2 décembre 2024 portant création du registre d'identification des bénéficiaires effectifs

des personnes morales en République du Congo.

Les demandes particulières des ministères de la Santé et de la Population et celui de l'Energie et l'Hydraulique tournent autour de la divulgation sur leur site web, du taux d'exécution des budgets et les réalisations y afférentes, du renforcement de la communication sur l'information budgétaire avec les directions départementales ou interdépartementales ainsi que sur la mise en place, de manière formelle, d'une équipe collaborant avec la société civile en matière de partage des informations budgétaires.

Pour le ministère de l'Economie et des Finances, il serait mieux de réguler la programmation des décaissements par le trésorier payeur général, en fonction des ressources disponibles en vue de l'efficacité de la dépense publique dans les deux secteurs ciblés. PCQVP veut, par ailleurs, que la Direction générale du Trésor public mette à la disposition du public des données sur les paiements effectués au profit des attributaires des marchés.

PCQVP invite aussi les institutions bancaires, partenaires techniques et financiers en programme avec le Congo à ne pas cautionner l'opacité, mais à communiquer sur les projets qu'ils financent afin de permettre aux citoyens de s'approprier des informations leur permettant de demander des comptes aux décideurs.

Notons que PCQVP-Congo est une plateforme d'organisations de la société civile congolaise engagée depuis 2002 dans le plaidoyer en faveur de la transparence et la gestion responsable et redevable des finances publiques.

Rude Ngoma

PAJE

Deux cent soixante-quinze jeunes entrent en immersion

Le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Paul Valentin Ngobo, a lancé le 14 mai à Brazzaville les activités d'incubation de la première cohorte du Projet agriculture jeune et entrepreneuriat (Paje), qui cible plus de sept cents jeunes.

Il s'agit d'offrir, dans un premier temps, à 275 jeunes entrepreneurs des formations ciblées (sur notamment des techniques agricoles, la gestion, le marketing et l'éducation financière), un encadrement rapproché et un accès à un écosystème de financements d'infrastructures et de marchés. « Un incubateur n'est pas une simple formation. C'est une rampe de lancement vers le succès entre-

preneurial. C'est un lieu où les idées deviennent des entreprises, les rêves des plans d'affaires et l'énergie la productivité », a indiqué le ministre de l'Agriculture.

Par conséquent, « Les structures d'incubation doivent être compétentes, ancrées dans le réel et très impliquées dans le suivi des jeunes incubés sans lequel il n'y aura point de réussite », a poursuivi le ministre. C'est dans

cette optique que le Paje a, à l'occasion du lancement des activités de la première vague de ses bénéficiaires, signé des conventions avec Agri Congo et Samu sarl.

Le Paje prévoit également de financer deux infrastructures essentielles : un abattoir moderne dans la zone agricole protégée de Bambou Mingali pour la production avicole, puis une provenderie pour un approvisionnement en ali-

ments de qualité.

Abordé, Chisso Blocher Philologue, responsable d'Agro Field business, une startup évoluant dans la production des chips coco Kitoko, s'est réjoui d'être parmi les bénéficiaires du Paje. « Nous sommes déjà en activité et notre produit est très prisé. Ce que nous souhaitons, c'est d'augmenter notre production en vue de répondre à la demande croissante des consommateurs »,

a-t-il confié.

Financé par le fonds international pour le développement agricole, à hauteur de 13,3 milliards de FCFA, le Paje vise entre autres 127 200 bénéficiaires directs, 3650 emplois créés, 25424 ménages impactés dans les départements cibles : Pool, Djoué-Léfini, Bouenza, Kouilou, Niari, Lékoumou, Plateaux, NKéni-Alima, Cuvette ainsi que le corridor Brazzaville-Pointe-Noire.

Lopelle Mboussa Gassia



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
la MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

COMMERCE

Le Hunan dévoile un plan stratégique pour renforcer sa coopération économique avec l’Afrique

La province chinoise du Hunan (centre) s’efforce de renforcer significativement la qualité et l’ampleur de ses échanges commerciaux avec l’Afrique d’ici 2027, augmentant ainsi sa contribution au commerce national avec l’Afrique, selon un plan publié par les autorités de la province.

Le gouvernement de la province du Hunan a récemment mis en ligne, sur son site Internet officiel, un plan de mise en œuvre des «dix actions de partenariat sur la modernisation», selon lequel le Hunan développera une série de projets phares en matière de commerce, de coopération de la chaîne industrielle et de connectivité. La province prévoit d’établir des mécanismes de coopération et des échanges économiques et commerciaux à long terme avec l’Afrique, tout en poursuivant la construction de systèmes de services de coopération économique et commerciale Chine-Afrique, contribuant de manière considérable au partenariat économique et commercial local

avec l’Afrique. Les dix actions de partenariat sur la modernisation annoncée lors du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine couvrent les domaines suivants : l’inspiration mutuelle entre civilisations, la prospérité du commerce, la coopération sur les chaînes industrielles, l’interconnexion, la coopération pour le développement, la santé, le développement de l’agriculture au bénéfice de la population, les échanges humains et culturels, le développement vert et la sécurité commune. Selon ce plan, le Hunan construira un siège économique et commercial Chine-Afrique et une plateforme numérique de services globaux Chine-Afrique. La province encouragera ses principales

entreprises et institutions à investissement dans la coopération économique et commerciale avec l’Afrique et à s’implanter dans une zone pilote dédiée à cette coopération approfondie entre la Chine et l’Afrique. Le Hunan organisera soigneusement l’Exposition économique et commerciale Chine-Afrique et une série d’activités promotionnelles de l’exposition en Afrique. La province perfectionnera le niveau d’organisation de l’exposition pour qu’elle soit plus internationale, plus professionnelle et davantage orientée vers le marché, avec l’objectif de générer plus de 60 millions de yuans de recettes commerciales entre 2025 et 2027. Toujours selon ce plan, le

Hunan accélérera la mise en place de systèmes d’entrepôts publics d’outre-mer au Kenya, en Tanzanie, au Nigeria, en Côte d’Ivoire, en Afrique du Sud et dans d’autres pays ; construira un système de transport multimodal reliant les régions centrales et occidentales de la Chine et l’Afrique par voie fluviale, routière, ferroviaire et maritime ; il mettra en service 1.800 trains de marchandises via le service de transport intermodal rail-mer Hunan-Guangdong-Afrique d’ici à 2027. Il encouragera les entreprises médicales, pharmaceutiques et de dispositifs médicaux du Hunan à se développer sur le marché africain, investir dans des projets de production de vaccins, de médicaments et

de dispositifs médicaux en Afrique, afin de renforcer la capacité de production locale de l’Afrique ; il élargira la portée des échanges et de la coopération en matière de technologies agricoles afin d’aider les pays africains à résoudre leurs problèmes alimentaires. Il continuera à explorer le mode «projet d’aide à l’étranger+coopération de la chaîne industrielle», en envoyant environ 50 experts agricoles sur la période 2025-2027 pour former environ 5000 techniciens agricoles africains ; et il établira quelque 10 000 mu (667 hectares) de champs de démonstration de riz hybride, démontrant et promouvant la mécanisation de la production agricole dans plus de cinq pays africains.

ETATS-UNIS /AFRIQUE DU SUD

Pretoria préoccupée par l’accueil d’Afrikaners par Washington

Un premier groupe de « réfugiés » afrikaners en provenance d’Afrique du Sud a été accueilli, le 12 mai, à Washington, dans le cadre d’une nouvelle initiative de réinstallation menée par l’administration de Donald Trump.

« Nous soutenons ces réfugiés dans leurs efforts pour construire un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs enfants aux Etats-Unis », a déclaré le Département d’Etat. « Ce formidable accomplissement, sous la direction du secrétaire d’Etat, Marco Rubio, répond à l’appel du président (Donald) Trump à donner la priorité à la réinstallation aux Etats-Unis des réfugiés de ce groupe vulnérable confronté à une discrimination raciale injuste en Afrique du Sud », a déclaré la porte-parole du Département d’Etat, Tammy Bruce, dans un communiqué. La décision de réinstaller des « réfugiés » afrikaners fait partie de ce que le Département d’Etat a qualifié d’engagement à « protéger les victimes de discrimination raciale », conformément à la politique étrangère de Donald Trump. « Nous soutenons ces réfugiés dans leurs efforts pour construire un avenir meilleur pour eux et leurs enfants aux Etats-Unis », a-t-elle insisté. Critiquant les conditions auxquelles la population afrikaner serait confrontée en Afrique du Sud, Tammy Bruce a indiqué : « Personne

ne devrait avoir à craindre de voir ses biens saisis sans compensation ou d’être victime d’attaques violentes en raison de son appartenance ethnique ». Et d’ajouter : « Dans les mois à venir, nous continuerons à accueillir davantage de réfugiés afrikaners et à les aider à reconstruire leur vie dans notre grand pays ». Les Afrikaners, minorité ethnique blanche qui descend principalement des colons néerlandais, allemands et français, sont arrivés au Cap de Bonne Espérance en 1652 et ont gouverné l’Afrique du Sud pendant le régime brutal de ségré-

« Personne ne devrait avoir à craindre de voir ses biens saisis sans compensation ou d’être victime d’attaques violentes en raison de son appartenance ethnique ».

gation raciale de l’apartheid, qui s’est régulièrement caractérisé par la répression violente des Sud-Africains noirs jusqu’en 1994. Dans un décret du 7 février dernier, Donald Trump a ordonné aux autorités de commencer à réinstaller les « réfugiés » afrikaners, décrivant le groupe comme des « victimes d’une discrimination raciale injuste ». Le président Sud-africain, Cyril Ramaphosa, a toutefois affirmé que les Afrikaners blancs qui sont « incités » à se rendre aux Etats-Unis « ne cadrent pas avec la définition d’un réfugié ». « Nous ne les avons jamais chassés de notre pays », a-t-il souligné. L’Afrique du Sud « a fait part de sa pré-occupation » aux Etats-Unis, après la révélation dans les médias américains de l’accueil dès le début de la semaine d’Afrikaners, ces descendants des premiers colons européens que le président américain dit être persécutés et à qui il a offert l’asile. « Les allégations de discrimination ne sont pas fondées », affirme Pretoria, assurant que le gouvernement « n’empêchera pas les Sud-Africains voulant quitter le pays de le faire ».

Noël Ndong

SAHARA OCCIDENTAL

Une région qui attise les convoitises des pays investisseurs

Des pays comme la France, l’Espagne ou les Etats-Unis ne cachent pas avoir poussé vers un règlement du conflit autour du Sahara occident ou Sahara marocain pour la stabilité de la région et les relations avec le Maroc, certes, mais également pour y voir des opportunités pour leurs entreprises en raison de l’importance des projets qui y sont menés.

La Corée du Sud vient de rejoindre le rang en reconnaissant la marocanité des provinces sahariennes et en considérant le plan d’autonomie comme seule issue. Cette position, qui est loin d’être désintéressée, intervient après qu’une entreprise Sud-coréenne vient de se voir attribuer un marché conséquent de livraison de trains à l’Office national des chemins de fer du Maroc. Enregistré avec la Corée du Sud, ce développement pourrait s’étendre à toute la région asiatique. Au même moment, le patron de l’Agence française de développement, Rémy Rioux, a entrepris une visite dans ces provinces et y a annoncé le déblocage de 150 millions d’euros pour des investissements ciblés, tels que définis par l’accord signé par le roi marocain, Mohammed VI, et le président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite à Rabat l’automne dernier. Ainsi, la reconnaissance du Sahara marocain ou Sahara occidental et l’adhésion au plan d’autonomie seraient désormais conditionnées par des considérations économiques de la part de pays qui croient en la justesse de ces causes, mais y voient le moyen d’assurer une présence dans la région par le biais de leurs entreprises, qui leur ouvriront des chemins, au-delà du Royaume, vers tout le continent. Le Maroc, conscient d’être un passage obligé pour réussir des accords, se déclare prêt à servir de facilitateur au profit des pays du flanc atlantique au niveau du Nord-Ouest de l’Afrique, en sa qualité de hub.

N.Nd.

DETTE

Lomé accueille la première
Conférence de l’Union africaine

La première Conférence de l’Union africaine (UA) sur la dette s’est ouverte lundi à Lomé, la capitale togolaise.

Placée sur le thème «L’Agenda africain de gestion de la dette publique : restaurer et préserver la viabilité de la dette», cette conférence de haut niveau, qui se tient du 12 au 14 mai, vise à explorer des solutions durables et souveraines pour faire face à l’endettement croissant sur le continent africain.Organisée par le département du développement économique, du commerce, du tourisme, de l’industrie et des mines de l’UA, la rencontre a réuni plus de 500 participants, dont des chefs d’Etat, des ministres des Finances, des gouverneurs de banques centrales, des partenaires au développement et des représentants de la société civile.Dans son allocution d’ouverture, Faure Gnassingbé, président du Conseil des ministres du Togo, a souligné que «la dette, utilisée de manière stratégique et responsable, doit servir le bien commun», invitant les participants à repenser les règles mondiales en matière de dette. Le président de la Commission de l’UA, Moussa Faki Mahamat, a pour sa part insisté sur l’urgence d’»instaurer une gouvernance rigoureuse de la dette publique, soutenue par une solidarité africaine forte et un dialogue équilibré avec les créanciers internationaux». Alors que, selon la Commission économique pour l’Afrique (CEA) des Nations unies, plus de vingt pays africains sont en situation de surendettement ou à risque élevé, les échanges porteront notamment sur la réforme des cadres de restructuration de la dette souveraine, le recours à des financements durables, la transparence, la gouvernance de la dette et la lutte contre les flux financiers illicites. D’après un communiqué de la CEA, cette conférence devrait se conclure par l’adoption de la Déclaration de Lomé sur la dette africaine, qui définira une position commune du continent en matière de gouvernance de la dette et guidera les futures négociations et réformes.

GUINÉE

Ouverture d’un forum africain sur la gouvernance
juridique des mines et énergies

Un forum africain consacré au droit minier et à la gouvernance juridique des mines et des ressources naturelles et argentiques s’est ouvert samedi à Conakry, capitale guinéenne.

Ce forum, qui réunit des juristes, experts et spécialistes des questions minières venus d’une dizaine de pays africains ainsi que de diverses institutions sous-régionales, a pour objectif de favoriser une confrontation d’idées, le partage d’expériences, l’identification des insuffisances et la formulation de recomman-

dations à l’intention des décideurs, des populations et des entreprises minières opérant en Afrique. Ainsi, des experts de haut niveau en droit minier et en gestion des ressources naturelles vont animer des panels portant notamment sur la transparence dans l’exploitation minière en Afrique, le dé-

veloppement durable, le droit minier, les contrats miniers et la digitalisation du cadastre minier. «La Guinée, avec ses immenses ressources minières et énergétiques, se propose comme un laboratoire de réflexion sur l’avenir des ressources naturelles en Afrique», a déclaré le secrétaire général du ministère des Mines et de la Géologie, Aboubacar Kourouma, à l’ouverture des travaux.

CENTRAFRIQUE

Le gouvernement annonce des actions militaires pour
restaurer la stabilité dans le sud-est

Des actions sont en cours pour mettre fin aux affrontements armés dans la région centrafricaine du Haut-Mbomou (sud-est), a annoncé lundi le porte-parole du gouvernement, Maxime Balalou, lors d’une conférence de presse.

La situation sécuritaire reste encore fragile dans certaines zones de cette région suite aux affrontements armés qui ont opposé les forces de sécurité et leurs supplé-

ritaire, M. Balalou, qui est également ministre de la Communication et des Médias, a assuré que des actions étaient en cours pour mettre fin aux affrontements qui secouent cette région et renforcer les efforts en vue de rétablir l’ordre. «J’appelle toutefois les

victimes à faire preuve de patience et de résilience. Le gouvernement assure que les responsables de ces troubles seront poursuivis et traduits devant la justice», a-t-il martelé. M. Balalou a ajouté que la situation sur le terrain était sous contrôle de l’armée gouvernementale, de ses supplétifs et des casques bleus de la mission onusienne en vue d’assurer la protection des civils.

Xinhua

World Bank Group
Consultant en gestion financière (STC-FM)

Lieu : Brazzaville, Congo

Le Groupe de la Banque mondiale, principale institution multilatérale de développement économique global, cherche à recruter un consultant à court terme en gestion financière (STC-FM) pour son programme en République du Congo. Le STC-FM travaillera avec l’équipe pays et les chefs d’équipe sur les projets et programmes financés par la Banque mondiale en République du Congo.

Description des tâches

Sous la supervision du spécialiste principal en gestion financière :

- Pour les projets /programmes en préparation : contribuer aux évaluations des risques en gestion financière, identifier les mesures d’atténuation des risques et proposer des arrangements à mettre en place pour assurer la bonne gestion financière des projets ;
- Pour les projets /programmes en exécution : procéder aux revues de la gestion financière couvrant la gestion budgétaire et comptable, le contrôle interne, les flux de fonds, les rapports financiers et d’audit, y compris l’adéquation des compétences du personnel chargé de la gestion financière du projet /programme ;
- Procéder à des examens du contrôle interne et de l’état des dépenses, en collaboration avec le spécialiste en gestion financière afin de déterminer l’éligibilité des dépenses imputées au financement de la Banque ;
- Examiner les rapports financiers intermédiaires périodiques et les rapports d’audit interne et externe ;
- Participer à des examens approfondis de projets /programmes ciblés et suivre la mise en œuvre des recommandations.
- Contribuer à l’évaluation des systèmes nationaux et à l’appui à la mise

en œuvre des procédures fiduciaires.

Profil, aptitudes et compétences

- Titulaire d’un Diplôme d’Expertise Comptable ou d’un titre équivalent d’un institut comptable professionnel internationalement reconnu.
- Au moins 3 ans d’expérience professionnelle pertinente en gestion financière, audit financier légal et contractuel, y compris l’évaluation des cabinets d’audit, et la capacité à analyser l’impact des réserves et des points de contrôle dans les rapports d’audit assortis de réserves et des questions soulevées dans la lettre de gestion.
- Expérience en évaluation des risques, élaboration des stratégies d’atténuation, systèmes et procédures d’audit interne et de contrôle interne.
- Maîtrise de la revue des états financiers, incluant des états incluant des informations financières et non financière.
- Bonne connaissance de la gestion des finances publiques, des réformes de gouvernance et du secteur public.
- Bonne connaissance des normes comptables locales et internationales, et des normes internationales d’audit.
- La maîtrise du français et une connaissance pratique de l’anglais sont essentielles.

Candidature

Les candidats remplissant les conditions décrites ci-dessus doivent soumettre leurs candidatures à hagossou@worldbank.org avec pour objet « Candidature au poste de STC-FM en République du Congo ». Seuls les candidats qualifiés seront contactés.

CONFLITS ET CATASTROPHES

2024, une année record de personnes déplacées dans le monde

Un rapport annuel de l'Observatoire des situations de déplacement interne et du Conseil norvégien pour les réfugiés fait état d'une hausse de 7,5 millions de personnes déplacées en 2024 dans leur pays par rapport à 2023.

Les conflits et les catastrophes naturelles ont poussé le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays de franchir un nouveau niveau record de 83,4 millions à la fin de 2024, selon un rapport annuel. Le nombre de déplacés a bondi de 50% au cours des six dernières années, précisent l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), dans leur rapport conjoint. Selon la directrice de l'IDMC, Alexandra Bilak, « le déplacement interne est l'endroit où se croisent conflit, pauvreté et crise climatique, et qui frappe les plus vulnérables de plein fouet ». Contrairement aux réfugiés qui

fuients un pays pour s'installer ailleurs, les déplacés sont des personnes qui ont dû partir mais qui restent dans leur pays.

90% des déplacements forcés liés aux violences et à des conflits

Le nombre de pays signalant des déplacements dus à la fois aux conflits et aux catastrophes a triplé en quinze ans. Plus des trois-quarts des déplacés internes en raison de conflits vivent dans des pays très vulnérables au changement climatique. Les catastrophes ont obligé près de 10 millions de personnes à

fuir et à s'installer ailleurs, un chiffre qui a doublé en cinq ans. Près de 90% de ces déplacements forcés sont dus aux violences et aux conflits. Ils concernent 73,5 millions de personnes, un chiffre en augmentation de 80% depuis 2018. Fin 2024, dix pays comptaient chacun plus de trois millions de déplacés internes dus aux conflits et aux violences. Avec 11,6 millions de déplacés, le Soudan compte le plus grand nombre de ces personnes jamais enregistré dans un seul pays, souligne le rapport. Presque toute la population de la

bande de Gaza était également déplacée fin 2024, avant même les nouveaux déplacements massifs provoqués par la reprise des bombardements israéliens, le 18 mars, après la fin d'une trêve de deux mois.

A eux seuls les États-Unis comptabilisent 11 millions de déplacés

Confrontés à plusieurs ouragans majeurs comme Helene et Milton, les États-Unis ont comptabilisé à eux seuls 11 millions de déplacements liés à des catastrophes naturelles. Soit près d'un quart du total mondial. Les phéno-

mènes météorologiques, souvent aggravés par le changement climatique, ont provoqué 99,5% des déplacements dus à des catastrophes en 2024. Ces chiffres alarmants surviennent au moment où les organisations humanitaires sont en difficulté en raison du gel par Donald Trump de la majorité de l'aide financière américaine. Des coupes budgétaires touchent les déplacés, qui reçoivent généralement moins d'attention que les réfugiés. « À chaque fois qu'un financement est coupé, un déplacé n'a plus accès à la nourriture, aux médicaments, à la sécurité et perd espoir », a averti le directeur du NRC, Jan Egeland.

Noël Ndong

« À chaque fois qu'un financement est coupé, un déplacé n'a plus accès à la nourriture, aux médicaments, à la sécurité et perd espoir »



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.






Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermeture exceptionnelle de l'ensemble du réseau d'Agences de BGFIBank Congo du jeudi 15 mai (à compter de 12h) au Dimanche 18 Mai 2025.

Brazzaville, le 13 Mai 2025 – La Direction Générale de BGFIBank Congo porte à la connaissance de son aimable clientèle que dans le cadre de la fusion du système d'information toutes ses agences seront exceptionnellement fermées du jeudi 15 mai à partir de 12h jusqu'au dimanche 18 Mai 2025 inclus.

Durant cette période d'éventuelles perturbations pourront être enregistrées au niveau de nos plateformes digitales et monétiques.

Les activités reprendront normalement le Lundi 19 Mai 2025 aux heures habituelles.

Nous vous remercions de votre confiance et de votre compréhension durant cette phase de transition et vous présentons toutes nos excuses pour le désagrément occasionné.

A propos de BGFIBank Congo

BGFIBank Congo est présente depuis 25 ans en République du Congo.

Organisée en lignes métiers (Banque de Financement des entreprises & Institutionnels, Banque commerciale et Banque privée & gestion d'actifs), BGFIBank Congo a l'ambition permanente de satisfaire chacun des segments de sa clientèle en leur proposant des offres adaptées mais avant tout la meilleure qualité de service qui soit.

• BANQUE DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES & INSTITUTIONNELS ; BANQUE COMMERCIALE ; BANQUE PRIVÉE & GESTION D'ACTIFS ; PRODUITS & SERVICES

Avec une offre de produits & services variée et complète, répondant à la grande majorité des besoins de nos clients (crédit, épargne, banque digitale, cartes bancaires (visa), transfert d'argent, Bancassurance, Trade finance...) BGFIBank Congo se veut, le partenaire indispensable de toute relation bancaire. Banque de la modernité et de la technologie, BGFIBank Congo développe des produits et services à forte valeur ajoutée : Le produit BGFICASH MANAGEMENT : véritable outil de gestion bancaire à domicile, fortement apprécié des entreprises.

L'application MY BGFIBank CG qui à travers son offre diversifiée composée de services à valeur ajoutée, permet à tout client de réaliser ses opérations sans avoir à se déplacer. La mutation qu'a connu le marché bancaire congolais avec l'opération de rachat de l'ex société Générale par BGFIBank Congo, ramenant le nombre d'acteurs de 10 à 9 banques a permis notamment de renforcer son positionnement de leader. C'est donc fort de son histoire, de sa modernité et de la qualité des collaborateurs qui la composent que BGFIBank Congo vous attend pour mieux vous servir et demeurer votre partenaire pour l'avenir.

Suivez-nous sur :



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

OSIANE 2025.FINTECH

Les solutions innovantes de la plateforme PayRem Group

Basé aux États-Unis, le groupe PayRem propose diverses solutions numériques, incluant des plateformes de e-commerce pour les petites et moyennes entreprises (PME), des paiements mobiles, l'Internet haut débit et des produits numériques, tels que des cartes bancaires. Ce conglomérat vise à conquérir le marché de l'Afrique centrale.

Présent au neuvième Salon international de la technologie et de l'innovation en Afrique centrale (Osiane), qui se tient à Brazzaville, PayRem est considéré comme une étoile montante des solutions numériques dans la sous-région. L'entreprise, qui a commencé à se déployer en République du Congo depuis 2024, a également développé des projets digitaux en République démocratique du Congo, au Cameroun et au Gabon. Lors d'une conférence de presse le 13 mai, le dirigeant du groupe, André Bouassa, a dévoilé la vision de PayRem pour la sous-région, la qualité de ses services et les défis qu'il entend relever en matière d'inclusion numérique et de formation des jeunes.

Concernant le marché congolais, André Bouassa s'est montré rassurant quant aux avancées sur le terrain. Il mise sur ses partenaires locaux, notamment le ministère des PME et de l'Artisanat, avec lequel il a conclu en octobre dernier un protocole d'accord pour accompagner les projets numériques et technologiques. Depuis mars 2024, PayRem a établi des liens avec l'Agence de développement de l'économie numérique et la Société des postes et



André Bouassa (au centre) entouré de ses collaborateurs/Adiac

de l'épargne du Congo (Sopéco) afin de promouvoir l'inclusion numérique et de réduire la fracture digitale dans le pays. En matière d'infrastructure, la société projette de créer des centres de données pour

soutenir l'innovation et la croissance du secteur numérique au Congo et au Gabon, tandis que des plateformes de e-commerce permettront aux PME de vendre leurs produits en ligne et d'atteindre un public plus

large.

En tant que plateforme multifonctionnelle, la véritable force de PayRem réside dans la diversité de ses solutions, y compris des paiements instantanés via une technolo-

gie de pointe. Selon André Bouassa, la plateforme offre des paiements quasi immédiats, réduisant ainsi les délais d'attente souvent associés aux transactions traditionnelles. Parmi ses fonctionnalités, un dispositif de sécurité renforcée s'appuie sur des protocoles avancés, garantissant aux utilisateurs une protection maximale contre la fraude. « *Notre mission est simple : rendre les paiements aussi fluides et accessibles que possible pour tous, qu'il s'agisse de particuliers, de commerçants ou d'entreprises. Chaque transaction est protégée par des dispositifs de pointe développés aux États-Unis* », a-t-il assuré.

L'engouement autour de PayRem pourrait transformer le secteur digital au Congo, notamment par son projet d'usine de fabrication de cartes bancaires. Avec une combinaison d'innovation et de sécurité, PayRem prépare le terrain pour l'avenir des transactions financières. Son projet d'inclusion numérique, en collaboration avec la Sopéco et le partenaire technique Silicone Connect, pourrait contribuer à la création de près de 3000 emplois directs.

Fiacre Kombo

BZV
SM | BZV
SEMAINE
DE LA MODE

Semaine DE LA mode

4^{ème} ÉDITION
AFROCHIC

12 > 18

MAI 2025

INSTITUT FRANÇAIS
DU CONGO

DÉFILÉS
ATELIERS
FORMATIONS
EXPO VENTE -
ZANDO

PROGRAMME

MERCREDI 7 MAI

CONFERENCE DE PRESSE // 15H00

DU 12 AU 17 MAI

ZANDO DE LA MODE : EXPOSITION, VENTE D'ARTICLES DE MODE
HALL DE L'IFC // 10H00 - 18H00
ENTRÉE LIBRE

LUNDI 12 MAI

OUVERTURE DES STANDS

RESERVÉ AUX CREATEURS DE MODE & STYLISTES

MARDI 13 MAI

OUVERTURE OFFICIELLE DE L'EVENEMENT // 11H00 - 12H00

MEET-UP: RENCONTRE PRIVILEGEE AVEC LES CREATEURS,

ANIMÉE PAR ADRIANA TALANSI

GUEST: MARIEN NGOMBÉ

// 12H30 - 14H00

ATELIER 1 // 14H00 - 17H00

THEME : COMMENT CRÉER SON PRESS-BOOK

RESERVÉ AUX CREATEURS DE MODE ET STYLISTES

MERCREDI 14 MAI

ATELIER 2 // 14H00 - 17H00

THEME : COMMENT MAÎTRISER L'ART DE SE PRÉSENTER

ET VENDRE SON IMAGE

RESERVÉ AUX CREATEURS DE MODE ET STYLISTES

JEUDI 15 MAI

DÉFILE DE RUE // 15H00

ESPLANADE DE NKOMBO (LA TELE) + ANIMATION

ENTRÉE LIBRE

VENDREDI 16 MAI

DÉFILE DE RUE // 15H00

MARCHE TOTAL+ ANIMATION

ENTRÉE LIBRE

SAMEDI 17 MAI

DÉFILE DANS LE HALL DE L'IFC // 18H



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



18^e ÉDITION DE LA CONFÉRENCE E-LEARNING

Raïssa Malu a représenté la RDC à Dar es Salaam

Invitée à participer, du 7 au 9 mai, à la 18e conférence panafricaine e-Learning Africa dédiée aux technologies éducatives et à la formation numérique à Dar es Salaam, en Tanzanie, la ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale et Nouvelle citoyenneté, Raïssa Malu, a également pris part à la table ronde ministérielle 2025 sur les défis et opportunités liés au développement du capital humain en Afrique.



La ministre d'Etat Raïssa Malu à la conférence e-Learning Africa à Dar Es Salaam/DR

L'événement s'est axé sur les objectifs de la Stratégie de transformation numérique de l'Union africaine (2020-2030), avec des thèmes pertinents relatifs au développement des compétences numériques (mis en évidence du modèle «Digital School» et ses initiatives Skilled Academies, conçues pour doter les jeunes africains de compétences pratiques alignées avec les besoins du marché du travail numérique) ; à la préparation à l'intelligence artificielle (IA)- l'intégration de l'IA dans les systèmes éducatifs africains et le développement de modèles adaptés aux contextes locaux; et à la centralité des données dans les systèmes éducatifs africains (La gestion des données éducatives identifiée comme un levier-clé pour l'amélioration des politiques publiques et l'optimisation des stratégies d'enseignement).

En marge de l'événement principal, la ministre d'Etat Raïssa Malu a notamment mis à profit son séjour dans la capitale tanzanienne pour effectuer trois visites importantes. Ainsi, il y a eu une rencontre bilatérale avec l'équipe de Digital School pour aborder le cas spécifique de la République démocratique du Congo (RDC). En effet, un

memorandum of understanding a été signé entre la RDC et Digital School avec pour objectif d'implémenter le système dans cinquante-deux écoles à la fin du projet. Cette réunion bilatérale a donc été nécessaire pour mieux comprendre les prochaines étapes de la mise en place effective et le déploiement de la plateforme ainsi que des services qui y seront associés.

Par la suite, Raïssa Malu a conféré avec une délégation de directeurs et d'inspecteurs principaux provinciaux représentant les provinces du Haut-Katanga et du Kasai

Oriental, également présents à la 18e édition d'eLearning Africa. Une session de travail a été organisée entre elle et les inspecteurs afin de s'assurer que les recommandations et informations issues de la conférence soient relayées et appliquées efficacement dans les provinces concernées. Cet échange a également permis de rappeler l'importance d'une mise en œuvre cohérente des directives ministérielles au niveau provincial, garantissant ainsi une harmonisation des pratiques éducatives à l'échelle nationale.

Visite au centre Projekt inspire.

La femme d'Etat congolaise a rendu visite au centre « Projekt inspire ». C'est un centre d'animation scientifique et technologique qui se distingue par son approche interactive visant à promouvoir l'enseignement des sciences et des technologies auprès des jeunes. Le centre propose des ateliers pratiques, des démonstrations en direct et des sessions de mentorat pour stimuler l'intérêt des élèves pour les STEM (Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques). Et les échanges entre l'autorité congolaise de l'Education nationale et les responsables dudit centre ont porté sur de potentielles collaborations futures. Exprimant son admiration pour le travail accompli par le centre, Raïssa Malu a souligné son intention de s'inspirer des pratiques observées pour améliorer les semaines dédiées à l'éducation STEM en RDC, avant d'encourager le centre à poursuivre ses efforts.

Enfin, la ministre d'Etat ne pouvait pas ne pas visiter l'ambassade de la RDC en Tanzanie où elle a rencontré l'ensemble de l'équipe de la représentation diplomatique. Des dossiers stratégiques ont été abordés à cette occasion,

parmi lesquels les préoccupations exprimées par la partie tanzanienne concernant la réforme du système éducatif congolais sur l'éducation de base passée à huit années, le cycle des humanités étant désormais limité à quatre ans. Cette réforme, a-t-on fait savoir, pose des problèmes d'équivalence et de reconnaissance des diplômes pour les étudiants congolais en Tanzanie. En effet, les autorités tanzaniennes n'accordent plus d'équivalence au diplôme d'Etat congolais depuis la mise en œuvre de cette réforme. Il est donc essentiel de trouver des solutions pour éviter que les étudiants congolais ne soient contraints de perdre une ou deux années pour des raisons administratives. Cette rencontre a également été propice pour parler des mécanismes de collaboration potentiels pour harmoniser les procédures de reconnaissance des diplômes et renforcer les échanges académiques entre les deux pays.

Somme toute, la participation à la table ronde ministérielle et à la 18e édition d'eLearning Africa a permis à la délégation congolaise de s'informer sur les dernières innovations technologiques et pédagogiques en matière d'éducation numérique et de développement du capital humain. Les discussions ont mis en lumière l'importance de l'adaptation des systèmes éducatifs africains aux réalités numériques et aux défis posés par l'IA. Et les rencontres bilatérales ont facilité la pose des bases d'une collaboration structurée avec Digital School pour le déploiement du modèle «Digital School» dans cinquante-deux écoles en RDC, et de soulever la question des équivalences des diplômes congolais en Tanzanie, un enjeu stratégique à aborder rapidement pour éviter les obstacles administratifs aux étudiants.

Martin Enyimo



Les participants à la conférence/DR



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- ☒ Présentation des ouvrages
- ☒ Conférences-débats
- ☒ Dédicaces
- ☒ Emissions Télévisées
- ☒ Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

KASAÏ-CENTRAL

Reprise des travaux de construction de la centrale hydroélectrique

Après plusieurs mois d'atermoiements, les travaux de la construction de la Centrale hydroélectrique de Katende, dans la province du Kasai-Central, vont bientôt reprendre.

C'est ce qui ressort d'une conférence organisée le week-end dernier au Centre financier de Kinshasa axée sur la politique énergétique du gouvernement. L'occasion était donnée à la Première ministre, Judith Suminwa, de donner et ce, de manière officielle, le go de la relance des travaux après neuf mois de suspension. Cette fois-ci, le gouvernement entend donner finalement corps à ce projet gigantesque afin de renforcer l'accès à l'électricité pour plus de cinquante mille foyers et stimuler durablement l'activité économique locale et nationale. Le projet de construction du barrage de Katende bénéficiera d'un financement mixte du gouvernement congolais et de deux autres entreprises dont Angelique International Limited (AIL)



Une vue de la centrale hydroélectrique de Katende DR

et Mining Engineering Services (MES).

Les travaux se déclineraient en trois grandes phases. La

première, avec une capacité initiale de seize mégawatts couvrira prioritairement les agglomérations de Kanan-

ga et Bukonde ; la deuxième, avec trente-deux mégawatts de surplus, est censée étendre la desserte

au Kasai-Central, au Kasai-Oriental et à Tshimbulu ; et enfin la troisième et dernière étape complètera les seize mégawatts restants pour porter la capacité totale à soixante-quatre mégawatts. Conduit conjointement par les ministres des Finances et celui des Ressources hydrauliques et de l'Electricité, sous la supervision de la Première ministre, ce projet est censé faire face à la pénurie chronique d'énergie électrique décrite dans l'espace Kasai. Les résultats sont attendus dans deux ans. En définitive, la centrale de Katende pourrait accélérer le développement régional par l'industrialisation, la création massive d'emplois et la valorisation du potentiel minier de la région du Kasai.

Sylvain Andema

EGYPTE

Le canal de Suez offre une réduction de 15% des frais de transit pour les gros porte-conteneurs

L'Autorité du canal de Suez (ACS) a annoncé mardi une réduction de 15% des frais de transit pour les gros porte-conteneurs à partir de jeudi, avec l'objectif d'inciter les grandes compagnies maritimes à de nouveau emprunter cette voie navigable alors que les conditions de sécurité s'améliorent en mer Rouge.



Le président de l'ACS, Ossama Rabie, a déclaré que la réduction s'appliquait aux navires dont le tonnage net est supérieur ou égal à 130 000 tonnes, qu'ils soient chargés ou vides, et qu'elle serait en vigueur pendant 90 jours. Il a ajouté que cette mesure avait pour but de répondre aux besoins des propriétaires de navire et de réaffirmer le rôle du canal de Suez dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, selon un

communiqué de l'ACS.

Le chef de l'ACS a souligné les efforts actuels de l'Autorité pour «rester en phase avec les rapides changements dans le secteur du transport maritime et répondre avec flexibilité aux défis actuels dans la région de la mer Rouge».

Le canal de Suez est essentiel pour l'économie égyptienne et le commerce international. Environ 12% du volume des échanges commerciaux

mondiaux passe par cette voie navigable stratégique. Cependant, en raison des tensions dans la région, et en particulier des attaques des Houthis en mer Rouge, les revenus du canal ont considérablement baissé. Mi-avril, M. Rabie a rapporté que les revenus du canal de Suez avaient dégringolé de 61% en 2024, ne s'élevant plus qu'à 3,991 milliards de dollars contre 10,250 milliards en 2023.

CÔTE D'IVOIRE

La BIDC ouvre un bureau de représentation à Abidjan

La Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BIDC) a signé lundi avec le gouvernement ivoirien un accord lui permettant d'ouvrir un bureau de représentation à Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire.

Le nouveau bureau incarne la volonté de la BIDC de mieux assurer le suivi et la coordination des projets qu'elle finance en Côte d'Ivoire et dans la sous-région, notamment au Liberia, en Sierra Leone, en Gambie, en Guinée-Bissau et au Sénégal. En Côte d'Ivoire, la BIDC intervient dans divers secteurs et participe, entre autres, à la construction de complexes hôteliers, à l'institution de lignes de crédit accordées à des banques pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) ivoiriennes et à l'appui de projets agro-industriels.

En signant l'accord, le ministre ivoirien des Affaires étrangères, Léon Kacou Adom, a déclaré qu'il constituait une étape significative de la coopération entre la BIDC et la Côte d'Ivoire. L'accord «traduit également la foi de la Côte d'Ivoire aux idéaux et aux valeurs d'une intégration économique régionale dynamique pour relever les défis prégnants auxquels l'Afrique de l'Ouest fait face», a-t-il ajouté.

Xinhua

«Traduit également la foi de la Côte d'Ivoire aux idéaux et aux valeurs d'une intégration économique régionale dynamique pour relever les défis prégnants auxquels l'Afrique de l'Ouest fait face»

SOCIETE UBIPHARM-CONGO
Société Anonyme au Capital de 2.280.000.000F.CFA
Siège Social: Zone Industrielle de M'PILA BP 1118
BRAZZAVILLE
RCCM CGIBZV/06B34 asst; MLtEE geNERALE MIXTE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 26 MAI 2025

Les actionnaires de la société sont convoqués en Assemblée Générale Mixte, le lundi 26 mai 2025 à 9 h 30 mn, dans la salle de conférence de PEFACO Hôtel Maya Maya, International de Brazzaville, Boulevard Denis Sassou Nguesso à Brazzaville (Congo), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

À TITRE EXTRAORDINAIRE

Modification de l'article 11 des statuts ;
Modification des alinéas 4 et 5 de l'article 15 des statuts ;
Pouvoirs en vue des formalités.

À TITRE ORDINAIRE

Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société durant l'exercice 2024 ;
Présentation du rapport général du Commissaire aux comptes sur les états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2024 et sur la tenue des registres de transferts de titres ;
- Présentation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE ;

- Approbation des états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2024 ; Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2024 ;
- Renouvellement du mandat d'un (1) Administrateur : Ratification de la cooptation de deux (2) Administrateurs ;
- Notification du changement de dénomination sociale du Commissaire aux comptes ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

L'accès à la réunion est ouvert à tous les actionnaires de la société. Ceux qui seraient empêchés peuvent se faire représenter par un mandataire de leur choix.

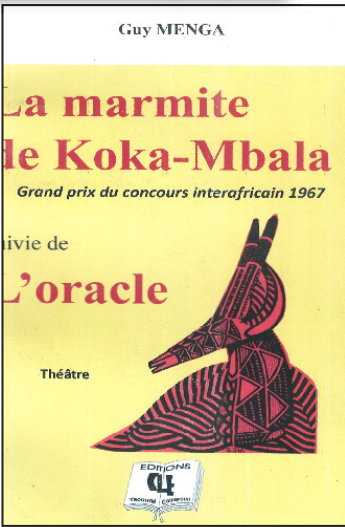
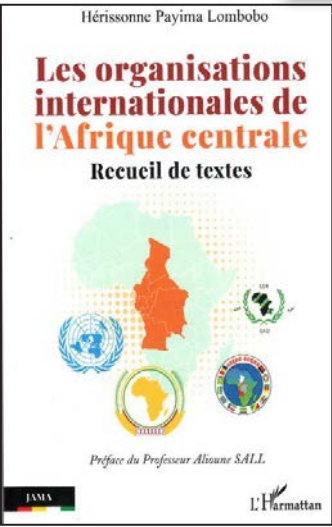
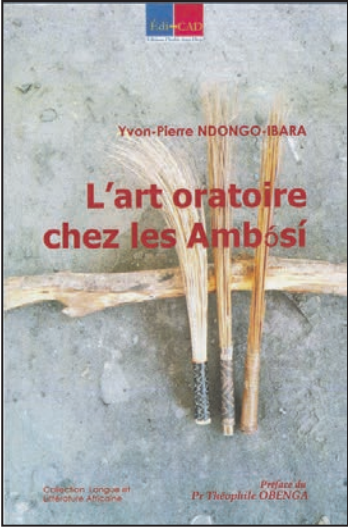
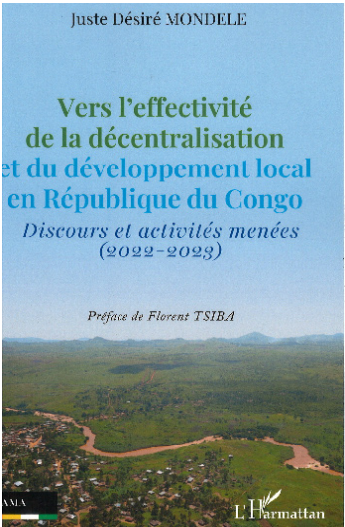
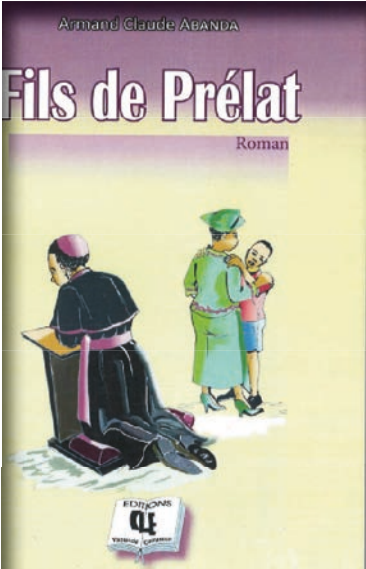
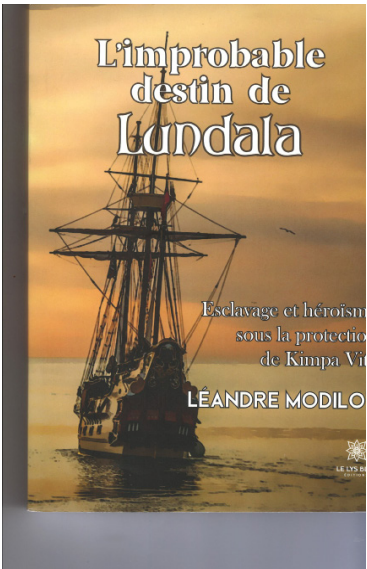
Les documents prescrits par la loi sont la disposition des actionnaires au siège social de la société à Brazzaville (RÉPUBLIQUE DU CONGO) pendant les quinze jours qui précèdent la date de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

[Signature]



EN VENTE



LINAFOOT/LIGUE 1

Maniema Union assure le leadership face à Rangers

Les Plays-Off de la 30^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) offre des résultats surprenants au termes des affiches alléchantes.

Le dimanche 11 mai dans son antre de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, le TP Mazembe a enregistré sa troisième défaite dans cette étape ultime du championnat nationale. Et le tombeur du club mythique du pays, c'est le FC Tanganyika de Kalemie. Les Corbeaux du coach Lamine Ndiaye ont perdu devant leur public par 1 but à 2. Dan Mbaya a ouvert la marque pour Tanganyika à la 17^e minute, avant l'égalisation de l'attaquant international Oscar Kabwit pour Mazembe à la 21^e minute. Jean Benoît Tukubane Banga a rapidement porté le score à 2 buts à 1 pour les Rujiblanco de Kalemie jusqu'à la fin d'une partie qui entre dans l'histoire du club de Tanganyika qui s'offre pour la première fois l'ogre Mazembe.

L'entraîneur franco-tunisien du FC Tanganyika, Ben Jabria, a déclaré à la fin du match qui entre dans les annales : « On a fait un très grand match à Kalemie. Tout le monde l'a vu. On a alterné entre le jeu court et le jeu long. En première mi-temps, on leur a laissé le ballon, on a joué des matchs, on les a perdu. On a essayé de changer notre style de jeu. Maintenant tout le monde connaît le style de jeu de Tanganyika ; on n'a pas joué, on a gagné, je préfère mal jouer et gagner... ». Et les consé-



quences : Mazembe est 5^e au classement provisoire avec 9 points, et Tanganyika est 8^e avec 6 points. Le même jour sur la même aire du stade TP Mazembe de Lubumbashi, le CS Don Bosco a battu Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa

« On a fait un très grand match à Kalemie. Tout le monde l'a vu. On a alterné entre le jeu court et le jeu long. En première mi-temps, on leur a laissé le ballon, on a joué des matchs, on les a perdu. On a essayé de changer notre style de jeu. Maintenant tout le monde connaît le style de jeu de Tanganyika ; on n'a pas joué, on a gagné, je préfère mal jouer et gagner... »

par la même marque de 2 buts à 1. Herman Muanda à la 15^e minute sur balle arrêtée, et Elie Kitobo à la 54^e minute ont signé les deux buts des Salésiens de Lubumbashi. Kimwena a réduit l'écart sur penalty à la 90+4^e minute. Don Bosco enchaîne un deuxième succès après son succès sur FC Les Aigles du Congo pour totaliser 12 points. Le DCMP succombe après sa victoire sur Tanganyika au match précédent, sans ajouter des points à ses 6 points déjà acquis. Pour sa part, l'AS V.Club a battu, le même 11 mai au stade des Martyrs à Kinshasa, la formation d'AF Anges Verts entraînée par l'ancien international Lokose, par 1 but à 0. Nzanga Malamu a marqué l'unique but de la partie à la 85^e minute. V.Club totalise 7 points en 4 matchs joués, alors qu'AF Anges Verts n'a encore engrangé aucun point dans cette phase ultime du championnat.

Leader des Plays-Off, l'AS Maniema Union a battu sur le même gazon synthétique du stade des Martyrs, l'AC Rangers par 2 buts à 0, avec les réalisations de Christian Balako à la 54^e minute et Aimerande Mola à la 79^e minute. Maniema Union est premier au classement provisoire avec 15 points en 6 sorties, alors que Rangers occupe la 9^e place sur 12 équipes avec 5 points en 6 matchs joués.

Martin Enyimo

CHAN 2024

L'Algérie et l'Afrique du Sud qualifiées

Le tableau du Championnat d'Afrique des nations a été actualisé après la qualification de l'Algérie et l'Afrique du Sud à la phase finale.

Les deux sélections ont obtenu les deux derniers tickets à l'issue de la phase retour disputée le week-end. L'Algérie s'est imposée 3-0, le 9 mai, à domicile devant la Gambie. Au match aller, les deux sélections avaient fait jeu égal 0-0. L'Afrique du Sud a de son côté pris le meilleur sur 2-0 à Pretoria après s'être inclinée à l'aller 0-1.

La phase finale du Chan CAF Totalenergies, qui sera organisée conjointement par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, se tiendra du 2 au 30 août prochain. Dix-neuf sélections réparties dans quatre poules dont trois de cinq y prendront part.

Le groupe A comprend le Kenya, le Maroc, l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie. La Tanzanie, Madagascar, la Mauritanie, le Burkina Faso et la République centrafricaine sont dans le groupe B. L'Ouganda, le Niger, la Guinée, l'Algérie et l'Afrique du Sud composent le groupe C. Le dernier groupe mettra aux prises le Sénégal, la Guinée Equatoriale, le Soudan et le Nigeria.

James Golden Eloué

COUPE DU MONDE U-20

L'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc et le Nigeria qualifiés pour la phase finale

L'Afrique du Sud a sélectionné ses représentants à la phase finale de la Coupe du monde, qui se déroulera au Chili au terme des quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations disputés le 12 mai en Egypte.

L'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc et le Nigeria sont les qualifiés. Les quatre restent en course pour succéder au Sénégal tenant du titre. L'Afrique du Sud s'est imposée devant la République démocratique du Congo 1-0. Elle affrontera, le 15 mai, en demi-finale le Nigeria vainqueur du Sénégal sur le score identique. L'autre affiche des demi-finales mettra aux prises le Maroc à l'Egypte. Le Maroc a éliminé la Sierra Leone après la prolongation 1-0 puis l'Egypte a pris le meilleur sur le Ghana 3-2 aux tirs au but après un score de 2-2 au temps réglementaire. La finale de la CAN se jouera le 18 mai. La Coupe du monde de Chili est, quant à elle, prévue du 27 septembre au 19 octobre de cette année.

J.G.E.

COOPÉRATION

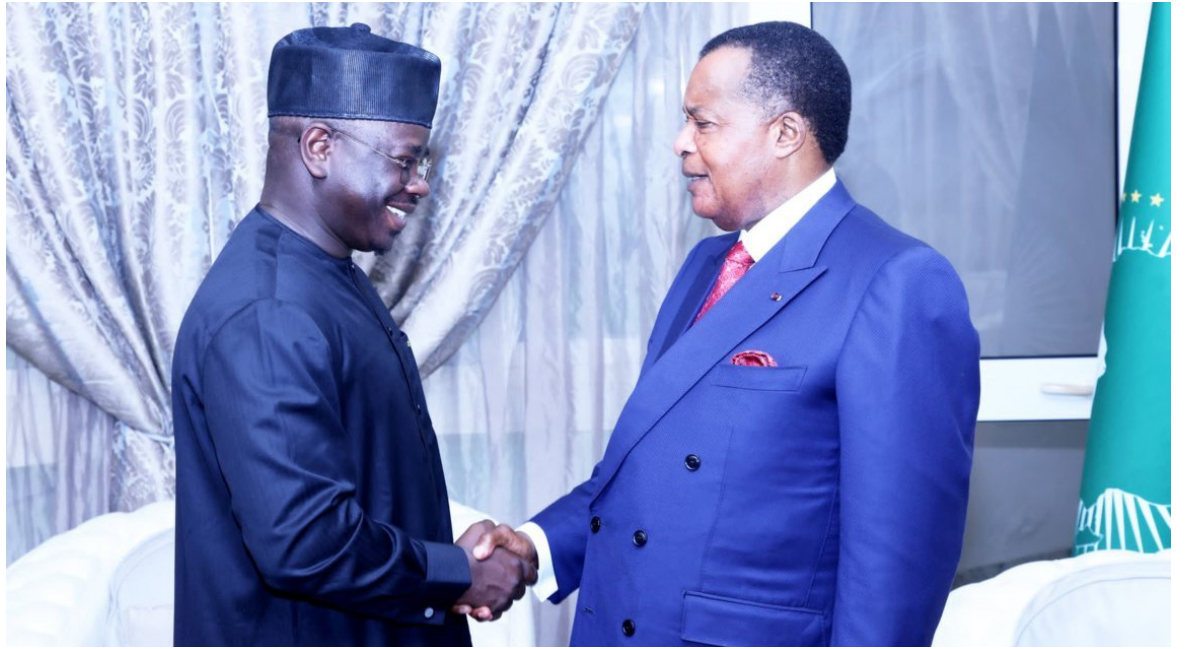
Le Congo et le Sénégal veulent élargir leur partenariat

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu en audience, le 13 mai, à Brazzaville le ministre sénégalais de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, Birame Souleye Diop, porteur d'un message du chef de l'Etat sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, à son homologue congolais.

Le message du président sénégalais à son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, a trait au raffermissement des relations d'amitié et de coopération entre le Congo et le Sénégal dans divers domaines. « *Le message du président Bassirou Diomaye Faye rappelle le rôle important joué par son excellence Monsieur le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans la promotion de la démocratie africaine ; le rôle qu'il a joué dans la stabilité, dans ses interventions bien éclairées sur des sujets qui intéressent l'Afrique* », a déclaré le ministre sénégalais au sortir de l'audience.

« *Nous avons abordé des sujets sur les relations avec le Sénégal et des partenariats qui peuvent s'ouvrir, et sur lesquels nous sommes engagés à travailler rigoureusement et strictement, au bénéfice de nos nations respectives* », a assuré Birame Souleye Diop. En outre, le Sénégal tient à ouvrir de nouvelles bases de coopération avec le Congo.

Yvette Reine Boro Nzaba



Poignée de main entre Denis Sassou N'Guesso et Birame Souleye Diop /DR

41^e COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE

AS Otohô débute la compétition par une victoire

Le club champion du Congo, AS Otohô, a difficilement battu au Caire en Egypte la formation camerounaise du FAP 27-26, au terme du premier match du groupe A de la 41^e Coupe d'Afrique de handball des clubs vainqueurs de coupe.



La formation d'AS Otohô/DR

L'Association sportive Otohô a fait une bonne entrée en matière dans cette compétition qui a réuni les meilleurs clubs du continent dans les deux versions. Les Congolaises ont pu tenir le coup face à la pression et la ténacité des Camerounaises des Forces armées et de police (FAP).

Les deux équipes ont donné le meilleur d'elles-mêmes durant tout le match puisqu'à la première mi-temps le score était de 14-12. Les pertes de balles et le manque de réalisme des joueuses d'Otohô ont failli les coûter cher si leurs adversaires avaient une force dans les contre-attaques.

Cette victoire devrait booster et relancer AS Otohô puisqu'elle a eu un faux départ à la 32^e Super

coupe d'Afrique, qui s'est déroulée du 12 au 13 mai, toujours dans la capitale égyptienne avec deux défaites avec des scores humiliants. Le premier jour, les Congolaises ont perdu, 42-14, face au Petro Atletico de Luanda avant de s'incliner à nouveau face à ASF Sahel, 30-21.

Quelles que soient les circonstances, AS Otohô doit tout mettre en oeuvre pour sauver dignement l'image du Congo. Si le public congolais l'attend sur le podium contrairement aux dernières éditions, AS Otohô devrait ainsi se déchaîner pour dissimuler l'absence de Cara et Etoile du Congo qui sont aux abonnés absents. Ces deux clubs ont été retirés par la fédération lors de la réu-

nion technique à cause des difficultés financières. « Cara chez les dames et Etoile du Congo chez les hommes qui devraient bien participer à la compétition ont été retirés. Malgré les efforts du ministère des Sports et de la fédération, les finances ne sont pas disponibles à la dernière minute. C'est décevant non seulement pour les jeunes athlètes, mais aussi les dirigeants qui font des dépenses pour préparer les équipes », déplore un membre de la délégation congolaise. Otohô, qui a fait le déplacement à ses propres frais, tente sans nul doute de sauver les meubles. Son prochain match est prévu pour ce jeudi 15 mai face à National Bank.

Rude Ngoma

FÉCOFOOT

Le comité exécutif dit sa reconnaissance aux autorités

Le comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a, dans un communiqué publié le 13 mai, exprimé sa gratitude aux plus hautes autorités du pays pour leur implication de près ou de loin dans la fin de la procédure judiciaire qui a « profondément affecté la vie de l'institution ».

Le comité exécutif a profité de l'occasion pour apporter des précisions sur l'une des dispositions des statuts de la Fédération internationale de football association (Fifa) quant à la participation d'une fédération suspendue au congrès de la Fifa. « Conformément aux statuts de la Fifa même sanctionnée, une association membre conserve le droit d'assister au congrès de la Fifa, bien que ce droit n'inclue pas la participation au vote », précise la Fécofoot avant de témoigner de sa reconnaissance vis-à-vis de la Fifa qui a tenu à inviter « le président de la fédération et son secrétaire général à son 75^e congrès ». Et d'ajouter : « Malgré certains aléas, la Fécofoot reste imperturbable dans sa mission et demeure engagée à œuvrer pour le développement harmonieux du football à tous les niveaux dans un esprit d'unité, de dialogue et de responsabilité. La Fécofoot reste ouverte aux apports de tous les acteurs de bonne volonté pour poursuivre ensemble l'œuvre de développement du football congolais pour le rendre plus fort et plus ambitieux. »

James Golden Eloué